

Lutte de classe

L'idéologie réformiste n'est pas la négation du libéralisme, mais du marxisme.

Je vous propose un article commenté (entre guillemets en bleu) du journal *Le Monde* paru le 30 mai 2008, il est signé Thomas Ferenczi.

Partant du constat que le réformisme n'était pas la négation du capitalisme et qu'il conduisait infailliblement à s'y adapter sans remettre en cause ses fondements, il est normal que l'adoption du capitalisme conduise à l'adaptation au capitalisme dans sa forme libérale dominée par la finance. Comme il est normal que l'abandon du combat pour la révolution prolétarienne aboutisse à adopter le réformisme.

Quant à ceux qui s'emploient à faire revivre le mythe d'un réformisme qui par nature se voulait progressiste, mais qui sur le fond s'avérera réactionnaire, ils ont pris la place laissée vacante par le PS en propageant l'illusion que la roue de l'histoire pourrait tourner à l'envers pour revenir au *bon vieux temps* du capitalisme industriel sous la IV^e République qui s'était montré particulièrement généreux envers l'aristocratie ouvrière et le mouvement ouvrier, au lieu d'engager le combat pour en finir avec le capitalisme.

Que ce soit sur plan syndical ou politique, pour que le mouvement ouvrier renoue avec sa tradition révolutionnaire, il doit impérativement subordonner son combat à l'objectif : l'abolition du capitalisme.

Bien entendu, le PS doit être considéré comme étranger au mouvement ouvrier.

Les social-démocraties en quête de renouveau.

En assumant ouvertement l'héritage du libéralisme, Bertrand Delanoë, possible candidat au poste de premier secrétaire du Parti socialiste, confirme les mutations de la social-démocratie européenne. Certes le maire de Paris prend bien soin de préciser, dans son livre *De l'audace !* (Robert Laffont, 290 p., 20 euros), qu'il n'est pas « *social-libéral* » - une étiquette honnie par beaucoup de socialistes français -, et qu'il n'est partisan ni du « *désengagement de l'Etat* » ni du « *laisser-faire économique et commercial* ».

(Il faut entendre par « *libéralisme* », l'acceptation de l'économie de marché sans entrer dans les détails ici, j'y reviendrai plus loin, donc autrement dit, le capitalisme à l'échelle mondiale. Pour Delanoë et le PS (depuis officiellement 1983), il n'est pas question de remettre en cause le régime capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production.

Dans la mesure où les sociaux-démocrates l'acceptent, ils en acceptent par avance toutes les conséquences sur les peuples et en partagent la responsabilité avec ceux qui se réclament du capital. Dès lors, sans prendre aucun risque, on peut affirmer que le PS (et tous les partis de la II^e Internationale) a totalement et définitivement rompu avec le socialisme dont l'objectif demeure l'abolition du capitalisme et l'émancipation du prolétariat, et au-delà, de l'humanité entière du joug de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Maintenant le PS pratique le double langage en continuant à se dénommer socialiste afin de capter les suffrages de certaines couches de la petite bourgeoisie qui seraient tentées de se radicaliser et de se ranger au côté du prolétariat, celui-ci votant PS par dépit à chaque élection, quand il ne s'abstient pas massivement. Son rôle est de se présenter hypocritement comme une alternative à l'UMP en usant justement de ce double langage, sans véritablement tromper personne.

Le PS et son ancêtre la SFIO ont participé à de multiples gouvernements ou ont détenu le pouvoir à plusieurs reprises au cours du XX^e siècle en gérant scrupuleusement la société pour le compte du capitalisme. Dès lors, prétendre que les travailleurs ne sauraient pas à quoi s'en tenir sur ce parti et qu'ils continueraient à entretenir

des illusions sur sa volonté à changer les bases économiques de la société, est manifestement une escroquerie politique. Ceux qui défendent cette thèse partagent les mêmes intérêts politiques que le PS et n'ont d'indépendance à son égard que le nom. En revanche ce qui est vrai, c'est que le prolétariat ne sait toujours pas comment s'y prendre pour mettre fin au capitalisme, donc il est normal qu'il se demande si c'est possible ou non. L'illusion selon laquelle il soutiendrait le PS ou le capitalisme, repose uniquement sur cette question à laquelle il n'a pas encore été capable de répondre.

Afin de mieux détourner l'attention des masses des problèmes réels que posent la survie du capitalisme, notamment en présentant ses conséquences comme inévitables, lorsqu'il n'est pas au pouvoir le PS tente de défendre au près des représentants en charge des intérêts du capitalisme (le gouvernement et l'Union européenne) les intérêts de la petite bourgeoisie, de la classe moyenne et de l'aristocratie ouvrière, tout en faisant croire qu'il défend les intérêts de l'ensemble des travailleurs. L'objectif est de réaliser ou de consolider une alliance contre-révolutionnaire de la petite bourgeoisie avec la bourgeoisie moyennant le maintien de ses privilèges, afin de faire contrepoids à la puissance du prolétariat toujours menaçant, à la fois en le maintenant isolé et en subordonnant toujours davantage le mouvement ouvrier au capitalisme.

Maintenant, l'exacerbation des contradictions du régime capitaliste a conduit le PS à monter en première ligne et à apparaître au grand jour pour ce qu'il est véritablement : un parti exclusivement au service du capital, donc un parti social-libéral, un parti bourgeois. Les manoeuvres sémantiques maladroites auxquelles se livrent certains dirigeants du PS pour refuser d'endosser cette caractérisation ne changeront rien aux faits.

Si Delanoë n'est pas favorable « *au désengagement de l'Etat* », disons théoriquement, car dans les faits le PS en est même l'initiateur (privatisations des services et entreprises publiques), c'est parce qu'il appartient à cette branche de la bourgeoisie qui craint que la libération totale de l'économie n'amplifie les inégalités actuelles et alimente la radicalisation de certaines couches de la petite bourgeoisie frappées également par les contre-réformes des dernières années, et celle des masses à la recherche d'une issue politique, ce qui pourrait déboucher à la fois sur la construction d'un véritable parti révolutionnaire et tôt ou tard sur une explosion sociale.

Au passage, sa crainte des conséquences engendrées par le « *désengagement de l'Etat* » en dit long sur le rôle que les réformes consenties par la bourgeoisie au lendemain de la guerre ont joué jusqu'à maintenant pour maintenir la paix sociale et assurer la survie du capitalisme en France. L'État social à la sauce républicaine démocratique bourgeoise avait pour objectif de contenir la révolution, en cela il a parfaitement rempli son rôle contre-révolutionnaire.)

Il n'empêche : au-delà de ces précautions de langage, l'emploi revendiqué du mot de libéralisme par un des principaux chefs de file du PS introduit une donnée nouvelle dans les débats qui traversent la gauche européenne.

(Le PS en tant qu'obstacle à l'unification des principales couches de la petite bourgeoisie derrière le prolétariat, joue un rôle clé dans le maintien des institutions et du régime. Cependant, la crise du capitalisme prenant une telle tournure et la situation devant inévitablement s'aggraver dans les mois et années à venir, il sera au prise avec des contradictions de plus en plus ingérables, au même titre que le capitalisme. La crise du PS n'est que le reflet de la crise du capitalisme lui-même et des institutions. On peut dire qu'elle est révélatrice de son attachement au capitalisme et témoin de sa véritable nature sociale.

On pourrait ajouter que la crise qui n'a cessé de s'amplifier au sein du mouvement ouvrier jusqu'à entraîner sa décomposition, est au même titre qu'au PS, le produit de la subordination de tous ses partis au capitalisme. D'une certaine manière, la crise de la direction du prolétariat n'a pas d'autre origine depuis 1945, y compris celle de la IVe Internationale de 1952-53.)

La social-démocratie a joué un rôle-clé en Europe, au siècle dernier, dans l'établissement de l'Etat-providence. Même si son histoire diffère selon les pays, elle a contribué partout à la mise en place, sous l'égide de la puissance publique, d'un compromis social entre le patronat et la classe ouvrière. En France, où la notion de social-démocratie a longtemps été suspecte à gauche, les socialistes ont confié à l'Etat le soin d'incarner, au sein de l'économie de marché, les valeurs de solidarité. Mais les transformations de la société ont affaibli l'efficacité de ce modèle et provoqué, à travers toute l'Europe, la renaissance d'un libéralisme jugé mieux adapté aux défis du XXIe siècle.

(Quel aveu du rôle cynique et dramatique que joua le réformisme auquel se rattachait la social-démocratie à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Contre le prolétariat, le mouvement ouvrier et le marxisme, il faut le préciser. L'idéologie réformiste n'a rien à voir avec les analyses du développement du capitalisme et de la lutte des classes de Marx et Engels, qui passèrent une bonne partie de leur temps à la combattre, et à leur suite Rosa Luxemburg et Lénine.

Oui, le réformisme repose bien sur une « *compromis social entre le patronat et la classe ouvrière* », plus exactement, entre les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier et le patronat, dont l'objectif commun est de subordonner la classe ouvrière au capitalisme.

On pourrait dire qu'il n'y avait pas pire illusion que prétendre, qu'à partir du moment où les conditions de vie du prolétariat s'amélioreraient bien au-delà de la misère qu'il connaissait au XIXe siècle, il pourrait dans la foulée engager pour ainsi dire spontanément le combat pour en finir avec le capitalisme. Cette thèse s'est avérée fautive et catastrophique pour le prolétariat mondial. Il faut préciser que ce sont les dirigeants du mouvement ouvrier ayant adopté le réformisme contre le marxisme qui ont nourri et répandu dans les masses l'idée que le développement du capitalisme conduirait fatalement à l'amélioration progressive et permanente de leur sort, pour peu que le prolétariat se mobilise pour défendre ses acquis ou pour en obtenir d'autres.

Il aurait fallu que le combat pour l'amélioration des conditions de vie et de travail du prolétariat s'inscrive en permanence dans la perspective de l'abolition du capitalisme et la prise du pouvoir par le prolétariat, afin qu'il prenne conscience, d'une part qu'il avait les mêmes droits que la bourgeoisie à revendiquer le meilleur de la société au lieu de se satisfaire d'une vie médiocre et monotone, d'autre part, étant la classe des producteurs, la classe la plus nombreuse de la société, il lui revenait de droit de décider de quelle manière la production devait être organisée et de quelle manière les richesses produites devaient être distribuées, autrement dit, il lui revenait de décider de maintenir ou non les rapports sociaux d'exploitation, d'abolir ou non le capitalisme. Au contraire, tout a été fait pour empêcher le prolétariat de prendre conscience de l'origine de sa condition d'esclave salarié afin qu'elle se perpétue.

Prenez le combat syndical dans les entreprises. On combat pour améliorer les conditions de travail et les salaires. On obtient partiellement satisfaction sur certaines revendications, mais il ne faut pas perdre de vue que le compte n'y est pas, il n'y est jamais, et parce qu'il n'y est jamais la question de l'expropriation des capitalistes se posent directement, sans bien sûr qu'on puisse y donner suite immédiatement.

Pour pouvoir entrevoir d'y apporter une réponse concrète, il faut passer au combat politique contre les institutions qui sont au service des capitalistes, car la légitimité de la propriété privée des moyens de production repose sur la Constitution qui en est le garant. Par conséquence, si les deux combats ne se déroulent pas sur le même plan, ils sont complémentaires et ils ont finalement le même objectif, seule la stratégie diffère. Il faut commencer par abattre les institutions et abolir la Constitution pour s'engager ensuite dans la voie de l'abolition du capitalisme.

Si maintenant les revendications économiques et sociales, qui pour la majorité d'entre elles demeurent insatisfaites, n'aboutissent pas à poser la question de l'expropriation des capitalistes, la question de l'abolition des institutions n'a plus aucune raison d'être, dès lors on est incapable de développer une perspective politique correcte.

On touche ici à l'origine de la décomposition du mouvement ouvrier. Je pense qu'il est déterminant pour les militants de bien comprendre ce processus et de le conserver en permanence à l'esprit, ensuite on n'a plus qu'à se repasser le fil des événements depuis un demi siècle (ou davantage) pour comprendre facilement de quelle manière les choses se sont réellement passées, et je peux vous dire que l'on va de surprise en surprise, mais au bout du compte les choses sont d'une clarté presque insupportable.

Le réformisme a corrompu le prolétariat et gangrené le mouvement ouvrier, il l'a transformé en un mouvement petit bourgeois sous la conduite de bureaucrates syndicaux et politiques qui ne sont finalement que des agents au service de la bourgeoisie. La responsabilité en revient entièrement aux dirigeants de la social-démocratie qui étaient étrangers à la classe ouvrière et fondamentalement opposés à son émancipation, au socialisme.

Aujourd'hui, on doit dire que cette responsabilité retombe sur les dirigeants de tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier qui continuent de lorgner du côté du PS, comme s'il était possible un siècle plus tard d'en attendre encore quelque chose, je n'ose même pas écrire quelque chose de positif pour le prolétariat.)

La gauche française est de ce point de vue, on le sait, plutôt en retard sur ses voisins du Vieux Continent. En Grande-Bretagne, le « *blairisme* » a développé l'idée d'Anthony Giddens, théoricien de la « *troisième voie* », selon laquelle l'Etat-providence « *crée aujourd'hui presque autant de problèmes qu'il en résout* ». Avec Gordon Brown, le mouvement lancé par Tony Blair s'est encore accentué.

En Italie, la création du Parti démocrate, sous la direction de Walter Veltroni, témoigne d'une évolution comparable vers un réformisme libéral. En Espagne, le premier mandat de José Luis Zapatero à la tête du gouvernement s'est traduit, dans le domaine de l'économie, par un pragmatisme donnant une large place au marché et, dans le domaine des mœurs, par une véritable libéralisation.

Il n'y a guère qu'en Allemagne qu'un coup de frein a été donné, pour des raisons tactiques, liées à l'émergence d'une gauche radicale, à la conversion libérale dont l'ancien chancelier Gerhard Schröder s'était fait le promoteur.

(Cette précision sur l'Allemagne confirme de ce que j'ai écrit plus haut, sur le rôle du PS.)

La plupart des responsables de la social-démocratie européenne ont ainsi compris, selon une formule de deux experts français, Alain Bergounioux et Gérard Grumberg, que « *le socialisme ne peut plus se concevoir comme une alternative d'ensemble au libéralisme* » (*Esprit*, novembre 2007). Aucun parti socialiste en Europe ne peut désormais se dispenser de mener au fond ce que les deux auteurs appellent « *le travail d'explication avec le libéralisme* », au risque de céder à un « *antilibéralisme un peu paresseux* ».

(Qu'ils abandonnent définitivement et publiquement le socialisme, c'est tout ce qu'on peut espérer de mieux de ces partis pourris. J'ai même écrit qu'il fallait les encourager à le faire le plus vite possible et que c'était la meilleure chose qu'ils puissent faire, de façon à ce que le mouvement ouvrier soit débarrassé de cette vermine et se reconstruise sur des bases saines. Je persiste et signe.)

Je n'ai lu aucun des livres mentionnés ici ni ceux figurant dans le paragraphe suivant, ce qui ne m'empêche pas de définir le libéralisme comme la domination au sein du capitalisme mondial du capitalisme financier sur le capitalisme industriel. Quand le PS prétend ne pas vouloir s'opposer au libéralisme parce que cela serait impossible, il dit clairement qu'il se soumet par avance aux volontés de l'aristocratie financière qui mène l'humanité au chaos et à la barbarie. C'est un parti de bourgeois et de petit bourgeois capitulards, il n'a jamais été autre chose en somme. Qu'il doive se livrer à « *un travail d'explication avec le libéralisme* » pour tromper les esprits faibles ou satisfaire la bonne conscience des petits bourgeois, cela n'est pas notre affaire.)

Ce travail peut s'appuyer sur la riche tradition du « *socialisme libéral* », récemment redécouverte en France (Monique Canto-Sperber et Nadia Urbinati, *Le Socialisme libéral*, éd. Esprit, 2003, Serge Audier, *Le Socialisme libéral*, La Découverte, 2006), une tradition dont les sources se situent notamment en Italie et qui doit être nettement distinguée, selon les spécialistes, du « *social-libéralisme* ». Hors de cette tradition, la recherche d'une nouvelle synthèse sociale-démocrate devrait aller jusqu'à remettre en question la frontière entre libéralisme politique et libéralisme économique qu'une partie de la gauche s'efforce de maintenir afin de préserver les anciens dogmes.

(Je ne suis pas certain malheureusement qu'ils iront jusque là. En attendant, il est hors de question de s'adresser au PS, à ses élus, ces gens-là sont infréquentables. Il est hors de question de réaliser le front unique avec ce parti qui se réclame du capitalisme. S'il y en a qui se sont trompés de parti en adhérant au PS, nous n'y sommes pour rien, qu'ils en sortent en courant le plus vite possible, c'est tout ce que l'on peut leur dire.)

Si l'on veut aller de l'avant, il faut mener le combat classe contre classe, étant donné que le PS ne représente pas les intérêts du prolétariat, pire il les combat en soutenant ouvertement Sarkozy, il fait partie du camp de nos ennemis, c'est donc comme tel qu'il faut le combattre, sans perdre de vue pour autant qu'il n'a pas la même origine que les partis traditionnels de la bourgeoisie.

A chaque fois qu'il intervient en se réclamant du socialisme ou du mouvement ouvrier, il faut démasquer impitoyablement cette hypocrisie et le broyer sur place, afin qu'aucune illusion ne prenne racine à son sujet. Tous ceux qui à l'instar du PT ne cessent de lui lécher les bottes, servent finalement les intérêts de la

bourgeoisie en voulant faire jouer un rôle au PS pour lequel il n'a pas été conçu. Le PS se situe de l'autre côté de la barricade.)

(Pour enfoncer le clou comme l'on dit, j'ai pensé qu'il n'était pas inutile de reproduire la réaction qu'a suscité cet article chez un internaute « socialisant » sans doute. Il définit très bien ce que les travailleurs peuvent attendre du PS, de la « gauche » : rien ou pire : des illusions ! Vous noterez le « *intelligemment* » pour mieux tenter de berner les travailleurs, c'est dit avec un tel tact qu'on a envie de dire pour mieux les *baiser*, car le PS est autant le porte-parole d'une autre classe, la petite bourgeoisie, que le serviteur zélé de la bourgeoisie.

A bas le PS, à bas le réformisme sous tous ses masques, du social-démocrate au social-libéral !)

« Par ailleurs, quand bien même le capitalisme soit très critiquable, il est impensable de se dire anticapitaliste. En terme d'image c'est dévastateur. Il faut, comme vous le dites adapter ce dernier, et on peut s'attendre à ce que ce soit le rôle de la gauche. Encore faut-il qu'elle le fasse intelligemment, c-à-d dans une logique de création de richesses qui soient réparties de manière équitable aux travailleurs. »

(Etre anticapitaliste est forcément « *dévastateur en terme d'image* » vis-à-vis de ceux dont dépendent vos privilèges de petit bourgeois. Il aurait tort de se les mettre à dos. On le comprend et on ne voudrait pour rien au monde lui ressembler.)